

LUTTES ET IDENTITÉ : ESSAI SUR LES ÉMEUTES ANTICONSRIPTIONISTES DE QUÉBEC, 1918

Samuel Rooke

Cet essai sociohistorique présente les émeutes de Québec du 28 mars au 1^{er} avril 1918 sous l'analyse de la praxéologie et de la spontanéité. Par ces approches, il est stipulé qu'un environnement sous tension, formé par trois facteurs connectés au monde occidental en guerre favorisent l'émergence des émeutes. Les trois facteurs sont la critique de la guerre marquée par l'opposition à la conscription, les tensions entre classes et les frictions identitaires nationales. La lutte des classes, passablement délaissée par l'historiographie, constitue pourtant l'une des causes principales de la manifestation violente anticonscriptionniste de Québec. Les émeutes, qui prennent des allures de révolution, à tout le moins aux yeux des autorités locales et fédérales, sont par le fait même réprimées avec force.

Le 1^{er} avril 1918, dernière année de la Grande Guerre, un militaire canadien fait feu avec une mitrailleuse Lewis. Son canon n'est pas orienté vers un soldat allemand, mais bien vers une foule de civils qui déambule dans les rues de la basse-ville de Québec¹. Depuis maintenant cinq jours, des ouvriers des quartiers populaires de Québec manifestent vigoureusement – prenant la forme d'émeutes violentes – contre la conscription militaire votée en 1917 au Canada. Cette conscription oblige les jeunes hommes à s'enrôler de force pour combattre outre-mer. L'exposé qui suit a pour objectif d'observer pourquoi ces émeutes ont pu se former, notamment par l'observation du contexte international et des actions perpétrées par les émeutiers du 28 mars au 1^{er} avril 1918. De nombreuses raisons nous ont poussés à choisir ce sujet. L'événement n'est pas très bien

1. Béatrice Richard, «Le 1^{er} avril 1918 - Émeute à Québec contre la conscription: résistance politique ou culturelle?», *Fondation Lionel Groulx*, (2013), <https://www.fondationlionelgroulx.org/Le-1er-avril-1918-Emeute-a-Quebec.html>

connu². Par le fait même, il s'agit d'un moment dans notre histoire qui peut être utilisé maladroitement et à des fins mémorielles ou afin d'alimenter une construction identitaire nationale. Par exemple, dans le cadre du 150^e anniversaire de la Confédération canadienne, les émeutes de Québec ont été utilisées à des fins politiques de la part de l'Autre 150^e afin de mousser leur opposition³. En somme, il est important de démystifier, en quelque sorte, les émeutes de Québec d'une manière rigoureuse et scientifique afin d'éviter ce genre de reprise politique – d'autant plus qu'il sera possible d'observer ce genre d'interprétation en 2018, alors que les événements seront commémorés pour leur centenaire.

PROPOS MÉTHODOLOGIQUES

L'historiographie se montre peu loquace sur les émeutes de Québec. Les deux œuvres phares entourant l'événement sont *Le Québec et la crise de la conscription 1917-1918*, écrite en 1937 par Elizabeth H. Armstrong, rééditée en 1998, et *Québec sous la loi des mesures de guerre, 1918*, par Jean Provencher⁴. Les deux thèses démontrent qu'un rapport impérial favorise le Canada anglais aux dépens du Canada français et que ce rapport de pouvoir en contexte de guerre provoque des tensions entre les Canadiens français et les Canadiens anglais. À ce premier rapport de force s'ajoute un contexte identitaire et national opposant les Canadiens anglais et les Canadiens français, duquel provient un second rapport de force défavorable aux Canadiens français. Ces diverses tensions provoquent une scission entre Canada français et Canada anglais qui, en temps de guerre, favorise l'implantation de la conscription décriée par la majorité des Canadiens français, mais nécessaire

-
2. Adrien Meure, « Commémoration des émeutes de 1918 », *Québec Hebdo*, publié le 25 mars 2009.
 3. « 1^{er} Avril 1918 : l'Armée nettoie les rues de Québec dans le sang », *L'Autre 150^e*, 2017, <http://autre150e.ca/1er-avril-1918-larmee-nettoie-les-rues-de-quebec-dans-le-sang/>
 4. Voir Elizabeth H. Armstrong, *Le Québec et la crise de la conscription 1917-1918*, Montréal, vlb éditeur, (1937) 1998, 298 pages ; voir Jean Provencher, *Québec sous la loi des mesures de guerre 1918*, Québec, Lux éditeur d'après les Éditions Boréal (1970) 2014, 164 pages.

pour l'affirmation identitaire des Canadiens anglais⁵. Malgré l'importance de leurs thèses, Armstrong et Provencher semblent non seulement prisonnier du récit des événements, mais aussi de l'étude nationale, évitant les connexions internationales et l'approche des luttes de classes qui – nous le verrons – s'avèrent pourtant centrales à la compréhension des événements⁶.

Le sujet a été traité à quelques autres reprises, mais seulement à titre de chapitre ou section d'une œuvre plus large et reprenant le même discours historiographique : Marcel Bellavance, Charles-Philippe Courtois et Laurent Veyssière, nommément⁷. Ces thèses, semblables à celle d'Armstrong et de Provencher, affirment que les raisons des émeutes proviennent de la confrontation identitaire et nationale binaire entre Canadiens français et Canadiens anglais, sous fond de tensions impériales. Cependant, Martin Auger qui s'est davantage intéressé à la réponse vigoureuse du gouvernement canadien lors de l'émeute sous-tend qu'Ottawa devait envoyer un message clair non seulement au Québécois, mais aussi au reste du Canada concernant l'engagement du pays dans la guerre⁸. De plus, Auger fait référence à la condition de classe ouvrière des émeutiers et indique que les autorités canadiennes avaient peur que les émeutes de Québec possèdent des ramifications à l'international et débouchent sur une révolution pancanadienne⁹.

Ainsi, à la lecture de l'ensemble de l'historiographie, inspirée notamment par l'étude de Martin Auger, d'autres éléments nous poussent à emprunter une direction nouvelle en nous intéressant au contexte international et à la situation de classe des émeutiers. Pour

5. *Ibid.*, p. 57.

6. Fernand Harvey, « Jean PROVENCHER, Québec sous la loi des mesures de guerre, 1918. », *Recherches sociographiques*, vol. 131, (1972), p. 156-157.

7. Voir Marcel Bellavance, *Le Québec au siècle des nationalités. Essai d'histoire comparée*, Montréal, vlb éditeur, 2004, 256 pages ; Charles-Philippe Courtois et Laurent Veyssière (dir), *Le Québec dans la Grande Guerre. Engagements, refus, héritages*, Québec, Septentrion, 2015, 216 pages.

8. Martin Auger, « On the Brink of Civil War: The Canadian Government and the Suppression of the 1918 Quebec Easter Riots », *The Canadian Historical Review*, Vol. 89, N° 4, décembre 2008, p. 540.

9. *Ibid.*, p. 513, 515.

ce faire, l'emprunt de concepts sociologiques permettrait de développer ces deux nouveaux axes.

Le premier concept sociologique utilisé est celui de la praxéologie. Cette approche développée initialement par la philosophie, et dans une moindre mesure par l'histoire sociale des Annales, de la fin du XIX^e jusqu'au milieu du XX^e siècle, a pour objectif de saisir l'action humaine par l'étude de la subjectivité des contemporains¹⁰. Ce cadre permet donc de capter la psychologie d'un regroupement d'individus qui agit lors d'un moment précis au sein d'un contexte plus large. Ce regroupement d'individus agissants se nomme le *sujet* et son action, la *praxis*¹¹. Lors de la praxis, on peut comprendre les raisons de la formation du sujet dans un contexte donné par ses actions et l'utilisation de symboles particuliers¹². Que les raisons de la praxis soient réelles ou fictives demeure un aspect superficiel à l'étude de la praxéologie, puisqu'elle s'intéresse d'abord à la psychologie du sujet, à sa propre conception de la situation et aux rapports qui s'y forgent¹³. En fonction de l'événement, le résultat de la praxis se solde par le gain, le statu quo ou la régression de la situation initiale du sujet. Dans le cadre de notre étude, les émeutiers constituent le sujet, les émeutes, la praxis, et l'application de la conscription canadienne en temps de guerre mondiale, le contexte donné.

Dans le cas de la praxis ici étudiée, le sujet agit en toute spontanéité. Il s'agit du second concept sociologique traité pour cette étude. Développé vers la moitié du XVIII^e siècle, notamment en économie, le concept investit le champ de la sociologie vers la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e par les penseurs marxistes, tels que Marx, Engels et Lénine, qui développent l'idée de spontanéité des masses dans une logique de lutte des classes. À partir de l'étude

10. Éric Weil, «Pratique et praxis». *Encyclopædia Universalis*, <http://www.universalis-edu.com.acces.bibl.ulaval.ca/encyclopedie/pratique-et-praxis/>

11. Voir Paola Rebughini, «Le sujet après le sujet. Transformations d'une notion incontournable», *Revue interdisciplinaire des sciences humaines*, (septembre 2013), <http://www.espacestems.net/articles/le-sujet-apres-le-sujet-transformations-dune-notion-incontournable/>

12. *Ibid.*

13. *Ibid.*

sur la révolution russe de 1905, Rosa Luxembourg, principale instigatrice du concept, propose qu'une action spontanée révolutionnaire du prolétariat, dont l'objectif réside dans le renversement du pouvoir bourgeois, ne soit pas le fruit du hasard¹⁴. Un mouvement de masse spontané est créé par une pression qui s'accumule sur la classe ouvrière, générant des tensions qui, par un élément déclencheur lié à cette pression, provoquent l'insurrection spontanée des masses¹⁵. Toujours selon Luxembourg, la révolution spontanée permet aux masses ouvrières d'avoir gain de cause dans leurs revendications puisque les révoltes spontanées se transporteraient comme une traînée de poudre de localité en localité et engendreraient ainsi le renversement du pouvoir établi¹⁶.

HYPOTHÈSE

À partir de ce cadre conceptuel, nous pouvons affirmer que les circonstances de guerre, notamment de la conscription canadienne, de la situation de la classe ouvrière et de la situation identitaire et nationale, qu'elles soient réelles ou imaginées, forment un environnement tendu dans la basse-ville de Québec, propice à l'émergence de la praxis. Depuis cet environnement, un élément déclencheur, se déroulant la soirée du 28 mars, provoque spontanément les émeutes qui durent cinq jours et se terminent par la répression armée le 1^{er} avril. Au cours de cette praxis, le sujet s'oppose à la conscription et plus largement à la guerre, tout en s'insurgeant de sa situation de classe et de sa condition identitaire au sein du Canada à partir d'un contexte international qui lui est semblable. Contrairement à l'historiographie, nous stipulons que la condition de classe du sujet est l'une des raisons principales des émeutes, autant que les confrontations identitaire et nationale en contexte d'opposition à la conscription.

Pour ce faire, cette étude est divisée en trois temps. Premièrement, nous dressons un portrait général de la praxis par un bref

14. Rosa Luxembourg, *Œuvres 1. Réforme ou révolution? Grève de masse, parti et syndicats*, Maspero, Paris, 1969, p. 64.

15. *Ibid.*

16. *Ibid.*, p.65.

résumé des événements, du 28 mars au 1^{er} avril 1918. Deuxièmement, nous saisissons les facteurs internationaux et nationaux menant à la formation de la praxis par l'analyse des trois aspects : premièrement, la situation de guerre et de l'implantation de la conscription au Canada, deuxièmement, la lutte des classes à l'échelle occidentale puis canadienne et, troisièmement, de la situation nationale et identitaire au Canada. Finalement, nous observerons la praxis afin de montrer que la situation de classe est l'un des aspects centraux des émeutes de Québec

PORTRAIT GÉNÉRAL DE LA PRAXIS

28 mars : le déclenchement spontané

Bien que les émeutes débutent le 28 mars 1918, une atmosphère hostile plane déjà sur Québec depuis le 1^{er} janvier de la même année. Effectivement, l'Angleterre dénonce en 1916 la faiblesse de la participation canadienne à la guerre, ce qui marque les élections fédérales de 1917 puisque le gouvernement d'union des membres conservateurs et libéraux proguerre, dirigés par Robert Laird Borden, prend le pouvoir¹⁷. Ce gouvernement réussit à entériner la Loi sur les mesures de guerre en août 1917, malgré une forte opposition des Canadiens français de la province du Québec¹⁸. Le 1^{er} janvier 1918, cette loi s'applique dès lors au Canada. Dans la ville de Québec, plusieurs agents fédéraux à majorité anglophone, aidés de délateurs francophones, sont chargés d'enrôler les conscrits. Ils sont surnommés « spotters » par la population locale et leur devoir ne plaît guère à celle-ci¹⁹.

Le 28 mars, le long congé pascal s'amorce et une ambiance de fête plane sur Québec. Trois agents fédéraux francophones parcourent les rues des quartiers ouvriers Saint-Roch et Saint-Sauveur : il s'agit d'un moment parfait pour patrouiller, car beaucoup de jeunes hommes sortent s'amuser²⁰. Les agents entrent à 20

17. Armstrong, *op. cit.*, p. 191.

18. Provencher, *op. cit.*, p. 39.

19. *Ibid.*, p. 51.

20. Le Devoir, 30 mars 1918, p. 9.

h dans la salle de quilles de la place Jacques-Cartier. Très rapidement, une atmosphère de tension s'installe, car leur présence se fait remarquer²¹. À 20 h 30, Joseph Mercier et son ami entrent dans la salle de quilles. Avisé de la présence des trois « spotters » par d'autres jeunes, Mercier, qui avait oublié son certificat d'exemption à la conscription chez lui, veut retourner chez ses parents pour aller chercher sa preuve d'exemption. Cependant, les trois agents fédéraux l'interpellent²². Mercier essaie de s'expliquer et demande d'appeler son père, mais les agents réitèrent leur exigence malgré la réprobation grandissante du jeune homme et de la foule de plus en plus nombreuse²³. Mercier est finalement envoyé au poste de police pour un contrôle, escorté par deux militaires appelés en renfort. La foule les suit jusqu'au poste et de nouveaux curieux s'ajoutent, car la messe vient de se terminer. Cette foule devient de plus en plus irritée – « Lâchez-le ! », « Libérez-le ! » crie-t-on – alors que la masse compte 2 000 personnes²⁴. À 21 h 30, le père de Mercier apporte le certificat d'exemption et le jeune homme est libéré sur-le-champ. Le mal est cependant fait²⁵.

Effectivement, dans la foule toujours agglutinée devant le poste de police, quelques-uns s'attaquent verbalement et physiquement aux policiers et d'autres demandent la tête de l'un des trois « spotters », un dénommé Bélanger²⁶. Lors de ce désordre, la police arrête deux hommes, rien pour calmer les ardeurs de l'attroupement. Très rapidement, la situation tourne à l'émeute et le poste de police est pris d'assaut : on y tire des pierres, des briques et des morceaux de glace. Le chef de police téléphone au commandant du district militaire de la région de Québec, Joseph-Philippe Landry, qui alerte à son tour Henri-Edgar Lavigueur, maire de la ville. Ce dernier et 400 militaires francophones casernés à la Citadelle se dirigent en basse-ville et calment les 3 000 agitateurs alors présents²⁷. Lorsque

21. L'Action Catholique, 30 mars 1918, p. 4.

22. Provencher, *op. cit.*, p. 55.

23. *Ibid.*, p. 57.

24. Le Devoir, 30 mars 1918, p. 9.

25. Richard, *op. cit.*

26. Provencher, *op. cit.*, p. 55.

27. L'Action Catholique, 30 mars 1918, p. 4.

la foule se disperse, Lavigueur et les militaires quittent la scène, mais certains émeutiers veulent toujours la peau des «spotters». Une chasse à l'homme débute et ceux qui cherchent Bélanger vandalisent une école de quartier dans laquelle s'étaient cachés les agents fédéraux. Bélanger est finalement rattrapé, puis battu. Après ce règlement de compte, le calme revient brièvement²⁸.

29 mars : de la spontanéité à l'émeute

Au cours de la journée du 29 mars, des rumeurs courent en basse-ville concernant une manifestation qui aurait lieu en soirée²⁹. Vers 20 h 30, environ 3 000 individus s'agglutinent dans le quartier Saint-Roch avant de monter en haute-ville. La foule est principalement constituée d'hommes, mais aussi de femmes et d'enfants des classes ouvrières. Lors de cette ascension, l'*Ô Canada* et la *Marseillaise* sont chantés³⁰. Les manifestants se dirigent vers les bureaux du *Quebec Chronicle* et de l'*Événement*, des journaux proconscriptionnistes qui sont alors mis à sac³¹. Puis, la foule se dirige vers les bureaux de conscriptions à l'Auditorium – l'ancien YMCA à la place Montcalm, place d'Youville aujourd'hui – qu'elle assiège et incendie partiellement, détruisant les dossiers des conscrits. Certains menacent les médecins du centre Merger, chargés d'évaluer les conscrits, ainsi que David Ovide Lespérance, sénateur francophone proconscriptionniste³². Avisé de l'émeute, le maire Lavigueur dirigeant un régiment francophone provenant de la Citadelle se présente vers 22 h 20 pour arrêter les émeutiers, au nombre de 12 000 à cette heure, près de la place Montcalm³³. Un homme crie au maire : «Commandez à vos troupes de tirer, monsieur le Maire ! Nous sommes prêts à mourir ! Nous en avons trop enduré ! Nous n'en endurerons pas plus !»³⁴. Le maire comprend la situation et décide de ne pas lire l'acte d'émeute, ce qui permettrait à ses

28. Le Soleil, 30 mars 1918, p. 9.

29. Provencher, *op. cit.*, p. 67.

30. *Ibid.*, p. 68.

31. Le Devoir, 30 mars 1918, p. 3.

32. Provencher, *op. cit.*, p. 69.

33. *Ibid.*, p. 70.

34. Armstrong, *op. cit.*, p. 257.

troupes de faire feu. Il discute avec les manifestants, alors dénombré à 15 000, et calme le jeu³⁵. L'émeute se termine pour le reste de la nuit, sans qu'il y ait eu de répression.

30 et 31 mars : l'émeute à mater

Dépassé par les événements, le premier ministre Borden prend le contrôle des opérations antiémeutes et envoie des troupes militaires anglophones venues de l'Ontario, du Manitoba et de la Nouvelle-Écosse vers Québec le 30 mars et qui doivent arriver à midi le lendemain³⁶. Ce corps militaire est dirigé par le major général François-Louis Lessard, connu pour son attitude répressive, notamment lorsqu'il était officier lors de la répression de la rébellion du Nord-Ouest en 1885. La soirée du 30 mars n'est guère plus calme que les autres. Vers 20 h, environ 1 000 individus venant de la basse-ville se rendent de nouveau en haute-ville : direction le Manège militaire où les documents de la conscription les plus importants sont entreposés³⁷. Cette fois, pas de quartier : l'acte d'émeute est lu lors du rassemblement, permettant aux cavaliers de charger en direction des manifestants. Ces derniers retraitent jusqu'à la rue Saint-Jean où une confrontation s'ensuit et se termine dans les heures qui suivent ; cette fois-ci, usant de violence, l'ordre a su réprimer l'émeute pour la première fois³⁸.

Le jour de Pâques, le 31 mars, les premières troupes canadiennes-anglaises arrivent à Québec et initient leur patrouille dans les rues de la ville. Cette action est perçue comme un affront par les habitants des quartiers Saint-Roch et Saint-Sauveur³⁹. Après quelques confrontations hostiles entre ouvriers et militaires, plusieurs individus se rassemblent dans Saint-Roch pour une troisième soirée consécutive : direction les magasins d'armes⁴⁰. À ce moment, l'avocat et politicien fédéral libéral et anticonscriptionniste

35. Provencher, *op. cit.*, p. 77-78.

36. *Ibid.*, p. 85, 96.

37. Le Devoir, 1^{er} avril 1918, p. 7.

38. *Ibid.*

39. Richard, *op. cit.*

40. *Ibid.*

Armand Lavergne est alerté des possibles représailles sanglantes pouvant être commises par les troupes sous la direction de Lessard par l'enquêteur fédéral envoyé spécialement à Québec, le général Harold Machin. Lavergne décide donc de se diriger en basse-ville et s'entretient avec les 4000 ou 5000 émeutiers qui s'apprêtent à gravir le Cap-diamant⁴¹. Après discussion, Lavergne, dont la parole est appuyée par celle du major Machin, promet la mise en arrêt des agents fédéraux fautifs et l'abandon des patrouilles effectuées par les régiments de Lessard afin qu'ils puissent quitter la ville dès le lendemain⁴². En échange de cette parole, le rassemblement est dissous. La ville s'endort sans qu'une émeute se produise, pour la première fois en trois jours.

1^{er} avril : la répression

Malgré l'accord passé, le général Lessard fait fi des recommandations de Machin et de la parole de Lavergne. Il ordonne à ses hommes de reprendre les patrouilles au cours de la journée du 1^{er} avril⁴³. Cette action est perçue comme un second affront par les habitants des quartiers ouvriers de la basse-ville. Le soir venu, un regroupement se forme dans Saint-Roch. Cette fois, Lessard agit en envoyant ses quelque 1 200 soldats venant principalement d'Ontario, vers la basse-ville afin de mater le rassemblement⁴⁴. L'ordre donné aux troupes est clair : «shoot to kill»⁴⁵. Les escarmouches, qui ont lieu dans Saint-Roch et Saint-Sauveur, durent plusieurs heures et se concluent par la répression de l'émeute. Cette action punitive et violente blesse entre 35 et 70 personnes. De plus, les autorités recensent quatre morts, mais les journaux en dénombrent cinq, alors que Auger avance qu'il put y avoir jusqu'à 10 victimes, qui se seraient cachées avant de mourir afin d'éviter des représailles politiques⁴⁶.

41. *Ibid.*

42. La Vérité, 6 avril 1918, p. 1.

43. Provencher, *op. cit.*, p. 107.

44. Le Devoir, 2 avril 1918, p. 3.

45. Provencher, *op. cit.*, p. 141.

46. *Ibid.*, p. 124-125, 136-137; Le Devoir, 2 avril 1918, p. 3; Le Soleil, 2 avril, p. 2; L'Action Catholique, 2 avril 1918, p. 3; Auger, *op.cit.*, p. 519.

ANALYSE DE CONTEXTE

À quand la fin de cette guerre ?

Même si les émeutes de Québec constituent un événement particulièrement localisé et marqué par la violence, les signes d'opposition au conflit mondiale deviennent fréquents au sein des nations en guerre. Chez certains militaires, une volonté d'en finir avec cette guerre s'installe dès 1916, notamment après les affrontements de la Somme et de Verdun^{47,48}. Au sein des armées, une vague de mutineries, de désertions et de refus s'accroît à partir de 1917⁴⁹. Par exemple, l'échec français à la bataille du Chemin des Dames et les conditions de vie difficiles vécues par les soldats sont à l'origine de la mutinerie d'avril 1917, qui mène à l'arrestation de plus de 3 400 hommes et à l'exécution de 49 mutins⁵⁰. Depuis cet événement, l'armée française va vivre « la crise d'indiscipline » alors que 30 000 à 40 000 mutins seront recensés⁵¹. Des gestes de mutineries semblables sont observés sur les lignes italiennes, russes et allemandes⁵².

Tout comme chez les soldats, plusieurs civils posent des gestes d'opposition à cette guerre. La durée du conflit, le rationnement, les sacrifices, les pertes humaines et matérielles favorisent la manifestation publique des diverses critiques liées aux conséquences de la guerre, surtout à partir de 1917⁵³. L'historien Trevor Wilson nomme

47. Emmanuelle Picard, « Les mutineries dans les manuels scolaires français de l'Entre-deux-guerres », dans André Loez et Nicolas Mariot (dir.), *Obéir/désobéir, les mutineries de 1917 en perspective*, La Découverte, 2008, p. 377.

48. Wendy McElroy, « World war I and the suppression of dissent, part 1 & 2 », *The futur of freedom foundation*, mai 2002 (2002), <https://www.fff.org/explore-freedom/article/world-war-suppression-dissent-part-1/>

49. McElroy, *op. cit.*

50. Picard, *op. cit.*

51. Jean-Jacques Becker, *1917 En Europe. L'année impossible*, Bruxelles, éditions complexe, 1997, p. 80.

52. Ettore Cinnella, « The Tragedy of the Russian Revolution Promise and Default of the Left Socialist Revolutionaries in 1918 », *Cahiers du Monde russe*, vol. 38, n° 1/2, Guerre, guerres civiles et conflits nationaux, dans *L'Empire russe et en Russie soviétique, 1914-1922*, (1997), p. 46.

53. Megan Trudell, « Prelude to revolution: Class Consciousness and the First World War », *International Socialism, September*, vol. 76/67, (1997), <http://pubs.socialist-treviewindex.org.uk/isj76/trudell.htm>

le phénomène *Home front*, ou la guerre à domicile⁵⁴. Afin d'illustrer le propos, le politicien autrichien, conte Henrich Clam-Martinitz déclare le 12 juin 1917 que « dans toutes les parties du pays [...] la lassitude faisait des progrès »⁵⁵. À partir de la fin de 1916 en Allemagne, l'attrition, la famine et les maladies qui en résultèrent poussèrent les civils à manifester partout en Allemagne et à faire pression sur le gouvernement pour mettre fin à la guerre⁵⁶.

Au sein de l'Empire britannique, les demandes en matière de mobilisation n'ont pas été atteintes. Les pressions de Londres sur les dominions et colonies poussent les gouvernements à travers l'Empire à voter la conscription. Conséquemment, de nombreuses oppositions émergent en Irlande, en Nouvelle-Zélande et en Australie⁵⁷. En Irlande, après de nombreuses semaines marquées par l'opposition à la conscription, une grève générale s'impose le 23 avril 1918 et plusieurs marches anticonscriptionnistes s'organisent⁵⁸. La situation est semblable en Australie : plusieurs marches et manifestations de tout acabit émergent dans l'espace public, notamment à Melbourne où le mouvement anticonscriptionniste rassemble 30 000 personnes le 20 septembre 1916 et 25 000 le 15 octobre de la même année, selon le journal australien *The Age*⁵⁹. Ainsi, le Canada ne fait pas exception à ce mouvement de critique, voire d'opposition au conflit, notamment dans un rapport impérial où l'augmentation de l'effort de guerre est demandée par Londres.

TENSIONS SUR FOND DE CONSCRIPTION AU CANADA

L'entrée en guerre du dominion canadien aux côtés de l'Empire britannique a semé une vague de critiques de la part de plusieurs figures publiques canadiennes, provenant principalement du

54. Becker, *op. cit.*, p. 89.

55. *Ibid.*

56. *Ibid.*, p. 81.

57. David Payne, *Why the British Army did not Mutiny En Masse on the Western Front in the Great War*, « Western front association », *Western Front Association*, (2008), <http://www.westernfrontassociation.com/great-war-on-land/britain-allies/416-brit-mutiny.html#sthash.d3fLvhfW.dpbs> <https://archive.li/yYpd7>

58. Ronald McNeill 231.

59. *The Age*, 21 septembre 1916, p. 8 et 16 octobre 1916, p. 8.

Québec. Sur la scène fédérale, Henri Bourassa mène l'opposition à la participation canadienne à la Grande Guerre. Selon sa position, le Canada ne devrait pas s'investir dans une guerre qui ne concerne pas directement le pays⁶⁰. Même Wilfred Laurier, chef libéral, canadien-français plutôt favorable à l'unité canadienne et tenant de la participation canadienne à la guerre, voit d'un mauvais œil l'engagement du pays, qui pourrait mener vers une probable conscription⁶¹. Au sein de la population canadienne-française du Québec, la contestation demeure initialement timide, mais s'accroît au cours des années puisqu'une volonté conscriptionniste grandissante de la part du gouvernement fédéral explique le phénomène⁶². En 1916, la participation canadienne à l'effort de guerre n'atteint pas les objectifs de mobilisation fixés avec la Grande-Bretagne, tout comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande d'ailleurs⁶³. Par le fait même, la Grande-Bretagne demande une plus grande participation de la part de ses dominions et colonies : la conscription au Canada devient une option pour le parti unioniste dirigé par Borden en 1917, regroupant des libéraux et conservateurs proconscriptionnistes⁶⁴.

L'élection canadienne de 1917 est marquée par les débats concernant la conscription. Dans cette course électorale, le parti unioniste s'oppose à de nombreux députés libéraux anticonscriptionnistes, dont plusieurs proviennent du Québec⁶⁵. Malgré l'élection d'une quasi-totalité de politiciens anticonscriptionnistes dans la Belle Province, le parti unioniste est élu à majorité avec 153 sièges contre 82, dont 62 au Québec⁶⁶.

Malgré cette vaste majorité de députés anticonscriptionnistes élus au Québec, Borden applique la conscription le 1^{er} janvier

60. Carl Pépin, *Au Non de la Patrie. Les relations franco-québécoises pendant la Grande Guerre (1914-1919)*, fondation littéraire Fleur de Lys, Lévis, 2013, p. 252.

61. *Ibid.*, p. 242-244.

62. *Ibid.*, p. 252.

63. Armstrong, *op. cit.*, p. 192.

64. *Ibid.*, p. 194.

65. Bellavance, *op. cit.*, p. 175-176.

66. Richard Jones, J.L. Granatstein, «Conscription», *Encyclopédie canadienne*, 2014, <http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/conscription/>

1918⁶⁷. Ce processus enflamme la population du Québec qui s'oppose dès lors fermement non seulement à la conscription, mais aussi à la guerre dans sa globalité. De nombreuses manifestations éclatent aux quatre coins de la province : Montréal, Shawinigan, Lévis et Québec. Notons qu'ailleurs au Canada anglais, plusieurs voix s'élèvent aussi contre Borden et l'application de la conscription. Les principaux réfractaires sont les fermiers de l'Ouest, regroupés en différents syndicats agraires, suivis de quelques syndicats ouvriers et des pacifistes. Par le fait même, le nombre de refus à l'enrôlement, d'exemptions et de désertions augmente radicalement dès les premiers mois de l'année⁶⁸. De plus, une rumeur circule, il semblerait que certains hommes exemptés de la conscription aient tout de même été envoyés au front. La peur de l'enrôlement forcé s'empare des hommes conscrits et exemptés⁶⁹.

Une vague de critiques, de refus, d'oppositions, voire de mutineries, marque depuis 1917 les nations en guerre. Au Canada, les tensions dans la capitale québécoise sont favorisées par l'élection du parti unioniste et de l'application de la conscription. Un second aspect, tant mondial que local, s'ajoute à cet environnement politique : celui de la lutte des classes en temps de guerre.

LA GUERRE DES RICHES, LA MORT DES PAUVRES

Selon Megan Trudell et Wendy McElroy, un aspect central de la contestation généralisée de cette guerre réside dans les luttes sociopolitiques de la *gauche*, qu'elle soit ouvrière, sociale-démocrate, syndicale, nationaliste ou révolutionnaire, en fonction de leur lieu de manifestation. La masse constituant les différentes armées provient majoritairement des classes pauvres et moyennes, généralement des ouvriers et des agriculteurs⁷⁰. Conséquemment, les critiques de la guerre découlent particulièrement de ces classes qui

67. *Ibid.*

68. Charles-Philippe Courtois, Laurent Veysseyre (dir). *Le Québec dans la Grande Guerre. Engagements, refus, héritages*. Québec, Septentrion, 2015, p. 40.

69. *Ibid.*

70. Trudell, McElroy, *op. cit.*

subissent directement les combats au front, tout comme les conditions de guerre à domicile, notamment dans les usines⁷¹.

Lors des diverses mutineries, françaises, allemandes et italiennes, *l'Internationale* est chanté, souvent accompagné de drapeaux rouges de fortune⁷². Du côté français, le slogan « Vive la révolution ! » est souvent crié⁷³. À domicile, les partis politiques socialistes, les syndicats, les groupes ouvriers, les unions agricoles ou autres mouvements révolutionnaires se mobilisent : débats politiques, marches, rassemblements, grèves, écriture de chroniques ou publication de tracts, etc. Le retour à la paix est majoritairement demandé⁷⁴.

D'ailleurs, une idée tenace circule : les élites politiques et économiques utilisent les masses pour combattre et produire davantage grâce à une économie de guerre, augmentant leur profit et leur pouvoir par cupidité⁷⁵. Dans les usines, plusieurs grèves éclatent. Nommons comme exemples les grèves parisiennes des midinettes en 1917 et des métallos en 1918^{76 77}. Au Royaume-Uni, 75 grèves éclatent en une seule semaine de septembre⁷⁸. Subissant une pression découlant d'une production industrielle et militaire acharnée, les ouvriers et ouvrières militeront tant pour leurs droits de travail que pour le retour à la paix. « En 1917, le mouvement ouvrier, après une période de somnolence, reprenait vie », mais ne possède pas fondamentalement des visées révolutionnaires⁷⁹. La Révolution russe agira cependant comme une onde de choc.

La révolution bolchevique en Russie est liée à plusieurs tensions internes, notamment par une volonté pacifique populaire. Plusieurs soldats, ouvriers, familles paysannes ainsi que le mouvement bolchevik demandent l'abdication du régime tsariste et la fin

71. *Ibid.*

72. Becker, *op. cit.*, p. 88, 89.

73. *Ibid.*, p. 78.

74. *Ibid.*

75. *Ibid.*

76. *Ibid.*, p. 88, 89.

77. Trudell, McElroy, *op. cit.*

78. Becker, *op. cit.*, p. 105.

79. *Ibid.*, p. 110.

de la participation de la nation à la Grande Guerre⁸⁰. La révolution de février mène à la chute du tsar et à l'installation d'un gouvernement provisoire, mais n'apporte pas la paix, ce qui est en partie responsable de l'éclatement de la révolution bolchevique d'octobre, menant à l'instauration de la Russie soviétique et au retrait final de la guerre⁸¹. La révolution soviétique engendre une peur de révolution chez les belligérants des autres nations.

En Allemagne, un mouvement révolutionnaire s'est aussi enclenché. Dès janvier 1918, de nombreuses grèves ouvrières éclatent dans le pays en raison des conséquences économiques et sociales de la guerre, en plus du blocus naval des pays alliés qui provoque pénuries de ressources alimentaires et inflation des prix⁸². De nombreuses grèves ouvrières éclatent au cours de l'année, demandant notamment la paix. Dans ce contexte, les socialistes indépendants ainsi que divers conseils ouvriers adoptent des positions plus radicales et tentent de s'organiser pour provoquer une révolution⁸³. Le 29 octobre, les marins de la flotte militaire basée à Kiel se mutinent spontanément, prélude à la révolution de janvier 1919⁸⁴. En novembre 1918, le régime impérial tombe et des élections sont prévues pour janvier 1919. Mais dès le début janvier jusqu'à mai 1919, une « suite d'insurrections [révolutionnaire] et de prise de pouvoir à l'échelon local [sont] écrasées très violemment [...] »⁸⁵. Il y eut, par exemple, la révolte spartakiste de Berlin et celle de la République soviétique bavaroise⁸⁶. Ces tentatives de révolution se concluent cependant par l'institution de la République

80. Donald J. Raleigh, Andrée May, Une province russe dans la tourmente de la guerre civile (Saratov, 1914-1922), *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 58^e Année, N^o 2 (Mar.-Apr., 2003), p. 446.

81. *Ibid.*

82. Aurore Peyroles, « La révolution allemande n'aura pas lieu. November 1918 de Döblin, ou la démythification de l'événement », *TRANS-*, 10 | 2010, <http://trans.revues.org.acces.bibl.ulaval.ca/368>

83. Denis Authier et Gilles Dauvé. (dir), Ni parlement ni syndicats : les Conseils ouvriers ! Les communistes de gauche dans la Révolution allemande (1918-1922), Sens, les nuits rouges, 2003, p. 8.

84. *Ibid.*, p. 13.

85. *Ibid.*, p. 17.

86. Peyroles, *op.cit.*

de Weimar en 1919⁸⁷. L'opposition à la guerre, menée par les luttes de classes, n'affecte pas que l'Europe.

Dans les dominions et colonies britanniques, les luttes de classes s'intègrent dans les luttes anticonscriptionnistes. En Irlande, le *Irish Anti-Conscription Committee* est fondé le 18 avril 1918 par la convergence des forces nationalistes, du parti social-démocrate travailliste et des syndicats⁸⁸. La pression de cette alliance de la gauche et des conservateurs nationalistes rend la conscription ineffective en Irlande⁸⁹. Dans le Pacifique, l'Australie connaît aussi la montée des révoltes populaires anticonscriptionnistes, d'ailleurs menées par quatre syndicats majeurs ainsi que par les partis politiques de gauche⁹⁰. Au centre de cette opposition se tient le *United Women's No-Conscription Committee*, mouvement de femmes anticonscriptionnistes et pacifistes qui réussit à organiser la marche anticonscriptionniste du 4 octobre 1916 à Melbourne⁹¹. La situation est semblable en Nouvelle-Zélande en raison de la *Paddy Webb's resistance*, nommée ainsi en l'honneur du membre social-démocrate Paddy Webb qui forme un mouvement anticonscriptionniste avec les syndicats et activistes du pays⁹². De nombreuses grèves ouvrières, antiguerres et anticonscriptionnistes éclatent, comme celles des grèves minières de la côte ouest-néo-zélandaise entre le 16 novembre 1916 et avril 1917, où de nombreux mineurs sont arrêtés⁹³.

87. *Ibid.*

88. Catriona Pennell, Bruno Poncharal, «La Grande-Bretagne et l'Irlande dans la Première Guerre mondiale. Une entente cordiale?», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 120, n° 4, (2013), p. 50, 51.

89. *Ibid.*, p. 52.

90. Joan Beaumont, «“Unitedly we have fought”: imperial loyalty and the Australian war effort», *International Affairs*, vol. 90, n° 2, (2014), p. 403.

91. Judith Smart, Marian Quartly, «Mainstream Women's Organisations in Australia: the challenges of national and international co-operation after the Great War», *Women's History Review*, vol. 21, n° 1, (2012), p. 65.

92. Ministry for Culture and Heritage, «Paddy Webb's resistance to conscription», *New Zealand history*, 2016, <https://nzhistory.govt.nz/media/photo/paddy-webbs-resistance-conscription>

93. *Ibid.*

Jusqu'en 1916, le dominion du Canada tire beaucoup de bénéfice économique de la guerre. Les quelques revendications et grèves de 1914 et 1915 sont isolées par les autorités locales ou fédérales, puis « quietly shelved »⁹⁴. Mais dès 1916, des conditions internes, notamment induites par l'accroissement des interventions fédérales dans les sphères sociales et économiques, favorisent le cynisme et les critiques à l'égard de la guerre, principalement dans les milieux ouvriers et fermiers : « A Spirit of revolt was in the air , primarily as a result of the war's impact on working class »⁹⁵. L'indiscipline s'installe dans les usines de la Nouvelle-Écosse et de Toronto et des grèves éclatent, comme dans les mines de Thedford Mines, les chantiers navals de Montréal, les fabriques de munitions d'Hamilton, les mines d'argent de Cobalt et les *Coves field* en Alberta⁹⁶. Malgré tout, les aspirations révolutionnaires demeurent faibles au Canada.

Cependant, aux mois de septembre et octobre 1918, le gouvernement Borden supprime le droit de grève en raison des émeutes de Québec, de la vague de grève induite par les conditions de guerre et des mouvements anticonscriptionnistes⁹⁷. Les syndicats et organes socialistes protestent grandement contre cette décision et des poches socialistes radicales, inspirées de la Révolution russe, se développent⁹⁸.

En 1919, le journal révolutionnaire *The Soviet*, voit le jour à Edmonton. Finalement, l'application des mesures de guerre en temps de paix par les propriétaires d'usines de Winnipeg, soutenues par des politiques économiques fédérales, mène les ouvriers à produire au rythme d'une industrie de guerre, qui est pourtant terminée. Pour ces raisons, la ville est paralysée le 15 mai 1919 par

94. Craig Heron et Myer Siemiatycki, « The Great War, the State, and working-Class Canada », Craig Heron (dir.) *The Workers' Revolt in Canada 1917-1925*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, p. 13.

95. *Ibid.*, p. 17.

96. *Ibid.*, p. 19, 20.

97. *Ibid.*, p. 26.

98. *Ibid.*

50 000 grévistes⁹⁹. Le 21 juin, l'armée canadienne mate la grève générale par peur d'une révolution bolchevique et au terme d'affrontements violents, 30 blessés et un mort sont dénombrés. Bien que l'aspect révolutionnaire des diverses manifestations soit tardif et exceptionnel, le Canada n'est tout de même pas exempt de luttes sociales liées à la guerre¹⁰⁰.

Quant à la conscription, la « conscription des riches » est décriée dès janvier 1918. Cette rumeur consiste à accuser les Canadiens riches qui peuvent, semble-t-il, être plus facilement exemptés de la conscription¹⁰¹. Les statistiques nous montrent cependant que cette rumeur n'était pas fondée¹⁰². Toujours est-il qu'elle circule au sein des classes populaires canadiennes, alimentant ainsi les frictions entre classes.

En somme, la lutte des classes, les mouvements ouvriers ou aspirations révolutionnaires au sein des nations en guerre demeurent particulièrement liés aux conditions qu'apporte la guerre. Au Québec, cette identité de classe s'intègre à une identité canadienne-française constamment en friction avec le nationalisme anglo-canadien.

NATIONALISME ANGLO-SAXON ET IDENTITÉ CANADIENNE-FRANÇAISE

Les émeutes de Québec s'inscrivent non seulement dans un contexte international d'opposition à la guerre et de lutte de classes, mais aussi au sein de tensions nationales entre francophones catholiques et anglophones protestants qui se construisent depuis 1763.

À la suite de la Conquête britannique de la Nouvelle-France au milieu du XVIII^e siècle, de nouveaux rapports de force s'installent : l'Empire britannique affirme son pouvoir au Canada par l'application de lois et d'institutions coloniales vis-à-vis des peuples qui y

99. James H. Marsh, « Grève générale de Winnipeg, La », *Encyclopedie canadienne*, 2015, <http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/greve-generale-de-winnipeg-la/>

100. *Ibid.*

101. Bellavance, *op. cit.*, p. 189.

102. *Ibid.*

vivent, dont celui des Canadiens français¹⁰³. Ce nouveau rapport provoque une lente refondation identitaire des Canadiens français et passe par l'affirmation graduelle d'une identité propre¹⁰⁴.

Cette identité se construit principalement au cours du XIX^e siècle lors du printemps des peuples, réactions populaires et transnationales qui s'installent lors de conjonctures historiques en Occident, telles que les révolutions bourgeoises des XVIII^e et XIX^e siècles, la révolution industrielle, le développement des libertés individuelles ainsi que le concept d'autodétermination des peuples souvent synonyme de nationalisme exacerbé¹⁰⁵. Résultant en partie de ce développement identitaire, la révolte des Patriotes de 1837-1838 et ses conséquences, soit le rapport Durham menant à l'acte d'Union, provoquent un tournant majeur dans la perception de soi pour les Canadiens français : elle se construit dès lors par la lutte contre l'impérialisme britannique¹⁰⁶.

En contrepartie, la Confédération de 1867 constitue un moment pivot d'une montée du nationalisme canadien-anglais et marque l'affirmation d'un Canada britannique dont les racines anglo-saxonnes forment les bases d'une structure culturelle, sociale et nationale pour le jeune pays¹⁰⁷. Par cette affirmation impériale de l'identité canadienne-anglaise, la Confédération agit comme une adversaire à l'identité canadienne-française. Dans ce cas particulier, les élites politiques et économiques canadiennes-françaises qui participent à l'élaboration de la Confédération acceptent l'infériorité des Canadiens francophones et confirment la soumission engendrée par la Conquête de 1763¹⁰⁸. Ces acteurs politiques jouent dès lors le rôle dialectique de traître à la nation francophone aux yeux des élites et populations nationalistes canadiennes-françaises¹⁰⁹.

103. Denys Delâge, « Héritage métis et peur de passer pour des "Sauvages" », *Les Conférences Gérard Parizeau*, février 2014, p. 27.

104. *Ibid.*, p. 27, 48.

105. Bellavance, *op. cit.*, p. 152-153.

106. *Ibid.*, p. 167-169, 201.

107. *Ibid.*, p. 163.

108. Armstrong, *op. cit.*, p. 33, 34.

109. Bellavance, *op. cit.* p. 170-172.

Cette identité canadienne-anglaise mène à une double domination puisqu'elle est intrinsèquement liée à l'Empire britannique. Les Canadiens anglais d'origine britannique s'identifient à une culture en continuité avec la métropole au même titre que pour leurs relations sociales, leur politique et leur économie impériale, ce qui rend légitime à leurs yeux leur domination sur le territoire canadien¹¹⁰. Cette perception motive les actions coloniales envers autochtones et Métis, comme par l'application de la loi sur les Indiens, l'implantation des pensionnats indiens ou le contrôle par la force militaire. Bien que les franco-catholiques jouissent d'une meilleure situation que celle des autochtones et Métis, participant d'ailleurs à leur colonisation, de nombreuses actions politiques et sociales sont entreprises à leur égard¹¹¹. Par exemple, le règlement 17 sanctionné en 1912 par le gouvernement ontarien limite l'usage du français dans les écoles franco-ontariennes et contribue au mécontentement des Canadiens français du Québec lors de la Grande Guerre¹¹². Ce nationalisme anglais lié à l'Empire se concrétise par l'aide canadienne aux actions internationales de l'Angleterre, telles que l'entrée en guerre du Canada lors de la guerre des Boers de 1899 à 1902 ou l'augmentation de la flotte canadienne au tournant du XX^e siècle en soutien et à la demande de la Grande-Bretagne¹¹³.

Tous ces choix et toutes ces actions, découlant en partie d'un nationalisme anglo-canadien, vont à l'encontre de l'identité canadienne-française en lutte pour sa survie. En réaction à ce nationalisme canadien qui semble s'exacerber à tort ou à raison, l'identité canadienne-française se construit en parallèle et demeure marquée par des tensions réelles ou fictives avec l'Empire britannique et le Canada anglais. La protection d'une unité franco-catholique et pancanadienne poussent les élites nationalistes – regroupant politiciens, bourgeois, intellectuels et membres du clergé – à s'investir dans la défense de la minorité francophone : c'est la culture de la

110. *Ibid.*, p. 154-156.

111. *Ibid.*, p. 156.

112. *Ibid.*, p. 169.

113. Armstrong, *op. cit.*, p. 57, 60.

survivance¹¹⁴. Les Canadiens français s'opposent donc à plusieurs législatures et actions coloniales engagées par les Anglo-canadiens : la répression des révoltes métisses de 1844 et 1885, l'appui du Canada à la guerre des Boers, l'application de lois soumissionnaires, telles que celle du règlement 17, puis, irrémédiablement, la participation canadienne à la Grande Guerre et à l'imposition de la conscription¹¹⁵. Cette opposition provoque l'affermissement d'une identité ayant comme structure fondamentale sa propre défense et marque la conscience ou l'inconscience collective. L'opposition massive des Canadiens français du Québec à la conscription n'est qu'une autre manifestation de cette identité.

La somme des critiques de la guerre à l'échelle internationale et nationale, de la condition ouvrière et des tensions à caractère nationaliste forme un environnement pressurisé dans les quartiers populaires de Québec en 1918 à partir duquel le déclenchement d'une praxis devient fort probable. Dans ce contexte propice à la formation du sujet, l'arrestation de Mercier agit comme déclencheur de la praxis.

ANALYSE DU SUJET

Manifestations spontanées, anticonscriptionnistes et anti-impériales

Le 28 mars, trois agents fédéraux francophones arrêtent Mercier. Ces « spotters » n'ont guère bonne réputation. D'après les rumeurs qui courent en basse-ville, ces « voyous fédéraux » reçoivent une prime de 10 \$ du gouvernement canadien pour chaque conscrit retrouvé¹¹⁶. De plus, la rumeur d'enrôlement d'hommes pourtant exemptés de la conscription n'aide en rien l'acceptabilité sociale des patrouilles qu'ils effectuent¹¹⁷. Par le fait même, les « spotters » possèdent une identité de *traître francophone* à la solde de l'Empire britannique. Cette étiquette montre la relation binaire du construit

114. Bellavance, *op. cit.*, p. 152, 153.

115. Armstrong, *op. cit.*, p. 57- 59.

116. L'Action Catholique, 30 mars 1918, p. 4.

117. Richard, *op. cit.*

identitaire selon lequel la perception de soi et de l'autre se durcit. Ce renforcement identitaire de la perception collective permet au groupe de s'identifier en des critères précis et de survivre dans un contexte où un rapport de force menace la communauté : même si les agents fédéraux sont francophones, souvent ouvriers, et catholiques, le simple fait de travailler pour ce qui représente l'opposant, lors d'un moment particulièrement tendu, permet de séparer le « bon » du « méchant » et ainsi défendre la collectivité de la menace. Subséquemment, le francophone employé par le fédéral revêtit malgré lui l'identité de l'adversaire et acquiert une place dominante dans le rapport de force entre la position impériale canadienne-anglaise et celle des Canadiens français¹¹⁸. Ajoutée à la peur de la conscription des exemptés ainsi qu'à la hargne anticonscriptionniste généralisée, nul doute que l'insistance des « spotters » à l'égard de Mercier permet le déclenchement de l'émeute.

Le déclenchement spontané de l'émeute du 28 ne semble pas avoir inquiété les autorités municipales et fédérales, qui ont été surprises le 29 de la rapidité de formation de l'émeute et de la force encourue par les manifestants. « Toute la journée [du 29 mars], la rumeur a circulé que de nouveaux troubles auraient lieu dans la soirée. On assure même que les autorités étaient prévenues, que demande a été faite d'organiser un piquet militaire pour le service d'ordre et que l'on n'a pas cru devoir faire la chose.¹¹⁹ » Cela montre qu'au cours de la journée du 29 mars, les autorités ne croyaient pas possible la recrudescence, voire la continuité, des émeutes spontanées malgré l'échauffourée du 28.

Au cours de la journée du 29 mars, les actions des émeutiers ouvrent une fenêtre sur de nouveaux aspects liés aux raisons de la formation de la praxis. L'ascension des manifestants de la basse-ville vers la haute-ville est centrale à l'explication des raisons des émeutes. Depuis la fondation de la ville de Québec, la démarcation géographique fait aussi office de représentation sociale où les gens au haut de la hiérarchie sociétale habitent le Cap-diamant alors que

118. Provencher, *op. cit.*, p. 164.

119. L'Action Catholique, 30 mars 1918, p. 4.

ceux en provenance du bas de cette hiérarchie résident en basse-ville¹²⁰. Même si certains individus de la petite bourgeoisie anti-conscriptionniste intègrent la manifestation, les classes populaires sont majoritairement représentées¹²¹. Ainsi, l'occupation de la haute-ville par les populations venant des quartiers populaires de la basse-ville le 28, mais aussi les 29 et 30 mars, évoque le renversement de l'ordre social. À ce moment, l'aspect identitaire n'est pas seulement culturel, mais aussi socio-économique.

Autre manifestation symbolique, les chants entamés le 29 mars, l'*Ô Canada* et *La Marseillaise*, possèdent une vocation populaire et identitaire, voire révolutionnaire pour les manifestants de Québec. Au XIX^e siècle, plusieurs chants nationaux circulent au Canada français (*Sol canadien terre chérie*, *Ô Canada! mon pays! mes amours!*, *La Huronne* ou *Le drapeau de Carillon*), mais aucun n'est élevé au rang d'hymne officiel puisqu'ils ne réussissent pas à atteindre les masses populaires¹²². En 1880, l'*Ô Canada* est joué pour la première fois à Québec et devient immédiatement l'hymne officiel canadien-français puisqu'il réussit rapidement à toucher les classes populaires¹²³. *La Marseillaise* n'a pas qu'une valeur identitaire, mais devient une arme symbolique au sein de la lutte des classes¹²⁴. Selon Faith Hillis, l'hymne français symbolise l'antilibéralisme non seulement en France, mais aussi en Russie, en Irlande et en Allemagne nommément, où elle était chantée par les masses ouvrières depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, notamment lors de leurs revendications politiques et

120. Voir: Valérie Laflamme et Charles Fleury, « Histoire de la population de la Ville de Québec », Cahiers québécois de démographie, vol. 37, n° 1, (printemps 2008), p. 5-12.

121. Provencher, *op. cit.* p. 68.

122. Gilles Potvin, Helmut Kallmann, « Ô Canada! », *Encyclopedie canadienne*, 2017, <http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/o-canada/>

123. *Ibid.*

124. Faith Hillis, « The “Franco-Russian Marseillaise”: International Exchange and the Making of Antiliberal Politics in Fin de Siècle France », *The Journal of Modern History*, vol. 89, n°1, p. 55.

ouvrières¹²⁵. L'*Ô Canada* et *La Marseillaise* revêtent ainsi un aspect identitaire, mais aussi d'un activisme à connotation révolutionnaire¹²⁶. Outre les symboles sociogéographiques, culturels et révolutionnaires, les lieux visités par le sujet révèlent les causes de ses actions.

Les institutions attaquées par les émeutiers montrent que les aspects anticonscriptioniste et anti-impérial priment initialement. Les bureaux des journaux proconscriptioniste, le *Quebec Chronicle*, anglophone, et de l'*Événement*, francophone, sont mis à sac¹²⁷. Il est important de préciser la langue d'expression qu'utilisent les journaux, puisque cette information révèle que le construit identitaire binaire n'épargne pas les francophones. Semblablement au cas des «spotters», le simple fait d'être proconscriptioniste est suffisant pour revêtir l'étiquette d'adversaire, tel est le cas pour l'*Événement*. Les autres agissements de la foule lors de la soirée du 29 appuient cette observation : assaut des bureaux de la conscription à l'Auditorium, menace des médecins du centre Merger puis du sénateur David Ovide Lespérance, francophone et proconscriptioniste. En somme, le rapport identitaire construit n'épargne pas certains Canadiens français ; la raison anticonscriptionniste de l'émeute prime.

Selon le journal *Le Soleil*, le nombre de personnes s'adonnant au grabuge ne se compte que par dizaines, alors que la majorité des manifestants demeure spectateurs des actes violents, laissant croire à une démonstration principalement anticonscriptionniste et anti-impériale, et non révolutionnaire¹²⁸. Cependant, dès le 30 mars, les raisons initiales des émeutes semblent basculer graduellement d'une opposition à la conscription à ce qui s'approche d'une révolution.

125. Faith Hillis, «The "Franco-Russian Marseillaise": International Exchange and the Making of Antiliberal Politics in Fin de Siècle France», *The Journal of Modern History*, vol. 89, n°1, p. 54.

126. *Ibid.* p. 54, 61.

127. *Ibid.* p. 40.

128. *Le Soleil*, 30 mars 1918, p. 9.

D'une manifestation anticonscriptionniste et anti-impériale à une tentative révolutionnaire

En raison des violences de la veille, la Loi sur les mesures de guerre est adoptée au matin du 30 mars à Ottawa, ce qui permet l'envoi de troupes fédérales vers Québec. Entretemps, le général Landry dispose ses 700 hommes en des points stratégiques de la ville¹²⁹.

Au soir, la nouvelle ascension des manifestants visant le Manège militaire ne cible pas que les biens matériels.

« Ce fut presque uniquement un combat entre les troupes et les émeutiers et la soirée se serait passée sans déprédations n'eut été que, vers une heure, alors que les troupes croyant avoir dispersé tous les agitateurs, étaient retournées à la Haute-Ville(sic), un groupe enfonça une vitrine du magasin de quincaillerie Brousseau, rue St-Paul, et s'empara d'un certain nombre de revolvers, de poignards et de couteaux. La possession de ces armes par les émeutiers n'est pas le résultat le plus rassurant des événements de cette soirée.¹³⁰ »

À Québec, ville militaire forte d'un arsenal de guerre, le risque que les manifestants s'emparent des armes et que la capitale tombe aux mains des révoltés ne peut pas être encouru¹³¹. Prêt à défendre le Manège, Landry ordonne la lecture de l'acte d'émeute, puis la charge de la cavalerie afin de réprimer la manifestation de plus en plus violente¹³². Ce sont donc les autorités locales et francophones qui décident d'intervenir initialement, alors que les émeutes anticonscriptionnistes semblent prendre des allures de révolution.

Le 31 mars vers midi, Lessard et ses troupes arrivent à Québec. Il est rapidement informé que les émeutiers sont armés de carabines, fusils à pompes, revolvers et dagues volés, prévoyant aussi des embuscades contre les troupes¹³³. De plus, le maire a reçu une lettre anonyme d'un homme qui se réclame « président de Saint-Roch » et menace que des actions armées viseraient les militaires

129. Auger, *op. cit.*, p. 511.

130. L'Action Catholique, lundi 1^{er} avril 1918, p. 4.

131. Provencher. *op. cit.*, p. 56, 77.

132. *Ibid.*, p. 87.

133. Auger, *op. cit.*, p. 527.

anglophones¹³⁴. Bien qu'il s'agisse d'un canular, les autorités qui n'en savaient rien ont pris cette menace au sérieux. Vers la fin de la soirée, des « heavy preparation » sont prévues par l'armée afin d'écraser les émeutiers¹³⁵.

À ce moment, l'élite locale pro- ou anticonscriptionniste, tel que de nombreuses personnalités politiques, tentent d'intervenir afin de limiter les dégâts. Pour ces raisons, l'émissaire du ministère de la Justice, Aléyn Taschereau, ressent le besoin d'appeler l'avocat et politicien fédéral libéral et fermement anticonscriptionniste, Armand Lavergne¹³⁶. Ce dernier, aidé de l'envoyé militaire Machin, veut à tout prix éviter une fin désastreuse pour les ouvriers en plein soulèvement, en dépit de son orientation politique anticonscriptionniste. Pour ces raisons, Lavergne rencontre les émeutiers le soir du 31 mars dans le quartier Saint-Roch et les dissuade de continuer leur révolte, leur promettant la mise en arrêt des « spotters » fautifs et des patrouilles militaires¹³⁷. Par la même déduction, M^{gr} Louis-Nazaire Bégin du diocèse de Québec ordonne aux curés des diverses paroisses des quartiers Saint-Roch et Saint-Sauveur, lors de la grand-messe du 31 mars, de demander aux fidèles de respecter l'ordre¹³⁸. De ces observations, les cartes de l'identité culturelle se brouillent lorsque les autorités locales s'allient contre une potentielle révolte des masses populaires qui affecte l'ordre établi. Mais la gestion de la crise, devenue trop importante, doit être cédée aux pouvoirs fédéraux.

Le premier avril, le haut commandement dirigé par Lessard recueille des informations sur les manifestants qui posséderaient maintenant de nombreuses armes à feu ainsi que de la dynamite¹³⁹. À ce moment, la peur de révolte est à son comble et Borden ne veut absolument pas risquer la multiplication des agitations socialistes, notamment à Montréal, mais aussi dans l'Ouest canadien¹⁴⁰. Fina-

134. *Ibid.* p. 517.

135. *Ibid.*

136. Provencher, *op. cit.*, p. 87.

137. *Ibid.*

138. *Ibid.*

139. Auger, *op. cit.*, p. 519.

140. *Ibid.*

lement, il n'est plus question que de Québec, mais de l'entièreté du Canada.

«The Russian Revolution had shown the damage caused by subversion and the Borden government was determined not to let this happen in Canada. Ottawa therefore had to show the country that it possessed the will and capability to suppress any major civil disturbances, and the Easter Riots provided a test case.¹⁴¹»

Le premier avril au soir, le major général canadien-français en tête d'un contingent anglo-canadien fait fi des recommandations de Lavergne et Machin, qui tentaient de régler pacifiquement la situation, et dirige ses troupes vers la basse-ville – symbolisant un retour à l'ordre social. Après des échanges de feu, l'ordre réprimande violemment les émeutiers de Québec¹⁴². Notons que dans les jours suivants, des agents secrets rapportent à Borden des rumeurs d'embuscade et de sabotage de chemin de fer¹⁴³. Le 4 avril, les mesures de guerre restent actives malgré la fin des émeutes – elles le resteront jusqu'à l'armistice, le 18 novembre. Le nombre de soldats atteint 2741 à Québec le 10 avril alors que quelques centaines iront à Montréal. À la mi-avril, Borden enlève toute possibilité d'exemption à la conscription, provoquant un vent de contestation à travers le Canada¹⁴⁴.

«The order-in-council demonstrated the Canadian government's determination to impose conscription, no matter the popular opposition. [...] By striking hard in Quebec City, Ottawa sent a clear message to anti-conscription activists, as well as other groups intending to cause major civil disturbances elsewhere in Canada, particularly socialist activists, who were growing in numbers among the country's working class.¹⁴⁵»

141. *Ibid.* p. 513.

142. Provencher. *op. cit.* p. 141.

143. Auger, *op. cit.*, p. 520.

144. *Ibid.* p. 526.

145. *Ibid.* p. 526, 540.

CONCLUSION

À la lumière de ces informations, nous pouvons avancer que la formation de la praxis des émeutes de Québec possède des origines locales depuis un contexte international où opposition à la guerre, lutte des classes et construction identitaire se rencontrent. L'arrestation de Joseph Mercier le 28 mars 1918 déclenche spontanément la formation du sujet lié à sa soumission –réelle ou construite – à l'ordre établi et à une double subordination du Canada français au Canada anglais et à l'Empire britannique. S'incruste dans cette situation un contexte de participation à la guerre non désirée des Canadiens français, mais rendue obligatoire par la conscription. Au centre des agissements du sujet se trouvent des symboles et actions qui montrent que cette révolte réside en quelque sorte dans une volonté de renversement de l'ordre social et politique par les classes populaires. Elles sont d'ailleurs engagées dans un conflit international où le rapport identitaire compose d'abord une construction collective malgré certaines mesures impérieuses réelles. S'agissait-il d'une réelle tentative de révolution? Bien qu'il en soit peu probable, la lutte des classes demeure un aspect important, mais négligé de l'étude des émeutes anticonscriptionnistes de Québec.

Malgré ses actions, le sujet atteint sa propre fin et les émeutiers de Québec connaissent un revers foudroyant puisque l'ordre bourgeois et impérial réussit à confirmer sa domination par la répression armée. Les émeutes de Québec ne constituent cependant pas un événement isolé puisqu'il s'incruste à l'intérieur d'un mouvement plus large induit par les conditions de classes en circonstances de guerre mondiale. France, Allemagne, Russie, Irlande, Australie, Nouvelle-Zélande et Canada sont des pays où des résistances et révoltes voient le jour en raison de conditions semblables. L'apport de l'identité canadienne-française devient, dans l'état des faits, un aspect local particulier qui s'ajoute à ces deux facteurs internationaux, qui ne doivent d'ailleurs pas être plongés dans l'ombre d'une construction mémorielle fondamentalement identitaire.